

COMMISSION EUROPÉENNE
DIRECTION GÉNÉRALE PARTENARIATS INTERNATIONAUX



Le directeur général

SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE



Secrétaire général

Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025
Plan de mise en œuvre au niveau national — CLIP¹
DJIBOUTI

¹ Acronyme anglais pour Country Level Implementation Plan

1. Contexte de l'action de l'UE en faveur de l'égalité des femmes et des hommes et de l'autonomisation des femmes dans le pays

Djibouti, un pays avec une culture musulmane et patriarcale, a enregistré des avancées en matière de promotion et de défense des droits de la femme en renforçant le cadre légal pour la protection des femmes et en ratifiant des instruments internationaux pour le droit des humains, y compris le CEDEF sans réserves. La création d'un Ministère de la Promotion de la Femme et du Planning familial fut aussi une avancée importante. Ce ministère est dénommé Ministère de la Femme et de la Famille après la restructuration du gouvernement suite à l'élection présidentielle en 2016.

Le Ministère a élaboré une Politique Nationale de Genre 2011-2021 (PNG), qui s'inscrit dans la politique nationale de développement. Dans le PNG, deux objectifs globaux sont définis :

1. L'instauration d'un environnement socioculturel, juridique, économique, politique et institutionnel favorable à la réalisation de l'équité et de l'égalité de genre dans la société djiboutienne ;
2. L'intégration effective du genre dans les interventions de développement dans tous les secteurs d'activité.

Avec l'appui de la Politique National Genre, Djibouti a fait du progrès dans plusieurs secteurs, y compris dans les domaines prioritaires des partenaires européens.

Dans le domaine de la représentation politique, une loi instituant un quota pour les femmes au parlement et dans l'administration publique a été introduite, qui a permis d'atteindre un taux de 26% de femmes élues au parlement. Malgré cette évolution positive, la participation des femmes dans les autres institutions de prise de décision (formelles ou informelles) reste limitée, avec un impact négatif sur la participation des femmes dans les décisions des domaines d'urbanisme, d'environnement et développement local/du quartier.

Dans le domaine de l'éducation, la scolarisation des filles s'est améliorée de manière significative. Néanmoins, le taux d'inscription à l'école ne reflète pas forcément le taux de présence et il est connu que le taux de décrochage reste plus élevé chez les filles. De plus, le taux de chômage reste plus élevé chez les femmes et les jeunes, et les femmes qui travaillent occupent souvent un emploi précaire dans le secteur informel.

Finalement, le faible taux de raccordement aux réseaux d'assainissement et d'accès à l'eau potable² constitue une entrave notamment pour les femmes, en alourdissant les tâches quotidiennes au foyer.

Bien que Djibouti ait fait des avancées légales et institutionnelles, le poids de la tradition, de la religion et de la culture ralentit la promotion de l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Le ministère de la Femme et de la Famille n'est pas doté de ressources suffisantes pour une mise en œuvre efficace du PNG.

² 40 % des ménages sont raccordés au réseau.

Le CLIP a été élaboré sur la base du profil genre pour Djibouti et de la feuille de route pour la coopération avec les OSC 2018-2020³. Dans le cadre de la préparation du CLIP, le Ministère de la Femme et de la Famille, a été consulté, ainsi que l'UNICEF, la seule organisation internationale qui a pu participer à la consultation. Quant aux organisations de la société civile, il a été décidé d'organiser des consultations conjointes avec celles pour la mise à jour de la feuille de route (OSC). Ces consultations sont prévues en fin d'année 2021, comme les conditions au premier semestre 2021 n'ont pas permis l'organisation des réunions en présentielle et les réunions virtuelles n'étaient pas une option disponible pour une grande partie des organisations de la société civile à Djibouti. Le CLIP sera mis à jour quand ces consultations auront eu lieu.

Finalement, le CLIP a été discuté et élaboré en collaboration avec les Etats Membres présentes à Djibouti ; la France et L'Allemagne.

2. Domaines thématiques d'engagement et objectifs sélectionnés

En ce qui concerne la **programmation conjointe 2021-27**, l'Union européenne et les Etats membres résidents à Djibouti ont identifiés les domaines prioritaires suivants :

1. Djibouti ville propre et résiliente
2. Institutions fortes
3. Jeunesse avec perspectives et génératrice de croissance.

Les interventions dans tous ces trois domaines vont contribuer à l'égalité entre les femmes et les hommes.

A ajouter aux interventions prévues pour 2021-2027, les actions en cours financées par le 11^e FED, notamment « Appui à la résilience en milieu rural », « Appui à la société civile », « Appui au secteur de la justice » et « Appui à l'autonomisation des femmes et des filles » contribuent à l'égalité de genre.

Sur la base des actions en cours et en lien avec les domaines prioritaires conjoints de la programmation conjointe, l'Union européenne identifie les **objectifs généraux** suivants en termes d'égalité de genre :

1. Améliorer la vie quotidienne des femmes djiboutiennes en améliorant l'accès à l'eau et assainissement.
2. Soutenir les organisations responsables pour la collecte des données et statistiques.
3. Renforcer les femmes djiboutiennes comme participantes actives au développement.
4. Améliorer l'accès à l'éducation et à la formation pour les femmes djiboutiennes.
5. Soutenir la lutte contre les violences basées sur le genre.

Ces objectifs généraux de l'action de l'Union européenne en faveur de l'égalité des genres correspondent à plusieurs **domaines d'engagement du GAP** et vont contribuer à garantir l'absence de toute forme de violence de genre et promouvoir la santé et les droits sexuels. Ils vont également renforcer les droits économiques et sociaux et contribuer à l'autonomisation des filles et des femmes et favoriser la participation et le leadership sur un pied d'égalité. Ils

³ Mise à jour de la feuille de route en cours.

vont finalement contribuer à relever les défis et exploiter les possibilités offertes par la transition verte et la transformation numérique.

La délégation de l'Union européenne va collaborer avec les Etats membres impliqués dans la programmation conjointe pour la mise en œuvre des différents domaines prioritaires et ses objectifs spécifiques comme identifié et décrit dans le document de programmation conjointe (MIP). De possibles partenariats avec des institutions financières européennes ainsi que d'autres agences européennes pertinents seront explorés, le cas échéant.

Les organisations et regroupements de femmes sont des acteurs clés pour assurer que les interventions intègrent les aspects liés au genre. Leurs perspectives et contributions seront prises en compte dans l'identification et formulation des actions.

3. Actions ciblées en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes et de l'autonomisation des femmes

L'action de l'UE « *Autonomisation des femmes et des filles (FEMFI)* » financée à hauteur de 7 M EUR est en cours depuis 2020. Ce projet vise à mettre en place un programme national d'alphabétisation, de formation professionnelle et d'insertion professionnelle, de renforcer les pépinières existantes et les services de planification familiale de qualité. Le projet vise également à assurer que les filles et les femmes bénéficient des services de prévention et de protection holistique de qualité, en particulier liés aux Mutilations Génitales Féminines/Excision. FEMFI est mise en œuvre par le Ministère de la Femme et de la Famille avec l'appui du PNUD, de l'UNICEF et de la FNUAP. Le ministère bénéficie également d'un appui direct pour renforcer ses capacités pour la mise en œuvre de ses politiques et projets d'appui à la femme et à la famille, ainsi qu'un renforcement des capacités de l'Observatoire Genre, qui est sous la tutelle du Ministère. Le projet va continuer jusqu'en 2024 et les enseignements tirés de ce projet vont alimenter la révision à mi-parcours de la programmation conjointe, prévue pour 2024.

Cette action contribue aux **domaines d'engagement du GAP III** suivants :

- Garantir l'absence de toute forme de violence de genre ;
- Renforcer les droits économiques et sociaux et garantir l'autonomisation des filles et des femmes ;
- Promouvoir la santé et les droits sexuels et génésiques.

Comme le projet a démarré avant le GAP III, les indicateurs du projet ne sont pas alignés avec les indicateurs GAP. Néanmoins, les indicateurs suivants ont été identifiés pour mesurer le progrès au niveau du pays :

- 1) Quota des femmes présentes dans les sphères de décision (gouvernement administration, patronat) ;
- 2) Différence dans le taux d'analphabétisme chez les femmes et hommes adultes (+17 ans) ;
- 3) Différence dans le taux d'emploi des femmes et des hommes (+ 17 ans).

L'Ambassade de France a lancé un appel à projets en soutien aux organisations de la société civile féministes à Djibouti Projet innovant des sociétés civiles et coalition d'acteurs (PISCCA).

Avec cet appel à projets, doté d'un montant total de 800.000 EUR, l'Ambassade envisage à soutenir des projets qui contribuent à la promotion de l'égalité femmes-hommes, l'autonomisation des femmes et la défense des droits des filles et des femmes. Le PISCCA a une durée de deux ans et va aller en complémentarité avec le projet FEMFI, en soutenant les petites organisations féministes. Une campagne de communication importante va accompagner la mise en œuvre des projets PISCCA.

L'AFD réalise une étude de faisabilité pour analyser les besoins à l'instruction d'un projet d'appui à l'éducation des filles avec l'objectif de réduire le taux de décrochage des filles. Montant indicatif : 6 M EUR.

4. Engager un dialogue en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et de l'autonomisation des femmes

Les questions de genre ont été intégrées dans l'agenda du dialogue politique selon l'article 8 en 2021. Cette année, les partenaires européens ont appris avec plaisir qu'une priorité pour le gouvernement djiboutien est d'augmenter le nombre des femmes dans la fonction publique. Le gouvernement a également informé que Djibouti va présider la 76^{ème} session de la Troisième Commission de l'Assemblée Générale des Nations Unies⁴. Le pays va veiller à inscrire les questions de genre et droits des enfants à l'agenda.

Vu ces échanges fructueux, la délégation va faire le meilleur effort pour garder les questions de genre à l'agenda du dialogue politique.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet FEMFI cité ci-dessus, un dialogue à travers le comité de pilotage du projet est prévu. Malheureusement, les réunions du comité n'ont pas eu lieu régulièrement.

A noter que suite aux élections présidentielles d'avril 2021, Djibouti a une nouvelle ministre de la femme et de la famille depuis le 24 mai 2021. Une première rencontre et consultation entre la délégation et la ministre a eu lieu le 4 juillet 2021. La nouvelle ministre a constaté qu'il y a un grand nombre de partenaires impliqués dans le secteur, mais un manque de coordination structurée. Elle a exprimé une volonté de créer une plateforme pour les partenaires pour permettre un dialogue et une meilleure coordination.

5. Activités de sensibilisation et autres activités de communication/diplomatie publique

L'UE et les Etats Membres vont organiser différentes activités de communication autour de la Journée Internationale des droits des femmes.

6. Facilité de coopération et/ou ressources financières allouées pour soutenir la mise en œuvre du plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III

⁴ Commission sociale, humanitaire et culturelle.

La proposition de la facilité de coopération prévoit un soutien de la mise en œuvre du GAP III, sans spécifier la forme de ce soutien. Ceci pourrait entre autre être utilisé pour faciliter l'intégration des questions d'égalité de genre dans les programmes de coopération.

Date: 21 October 2021.....

Signature du chef de délégation: 